

|                     |   |
|---------------------|---|
| <b>Zeitschrift:</b> | Revue suisse : la revue des Suisses de l'étranger                                       |
| <b>Herausgeber:</b> | Organisation des Suisses de l'étranger  |
| <b>Band:</b>        | 46 (2019)   |
| <b>Heft:</b>        | 3   |
| <b>Artikel:</b>     | Aucun pays ne consulte autant sa population que la Suisse                               |
| <b>Autor:</b>       | Herzog, Stéphane  |
| <b>DOI:</b>         | <a href="https://doi.org/10.5169/seals-912761">https://doi.org/10.5169/seals-912761</a> |

### Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

### Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

### Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

**Download PDF:** 23.12.2025

**ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>**

# Aucun pays ne consulte autant sa population que la Suisse

Les Suisses acceptent ou refusent jusqu'à 20 objets de votation par an.

Ils sont environ 80 % à voter régulièrement, mais la participation par sujet est très faible.

Le vote des jeunes stagne, malgré des initiatives comme easyvote.

STÉPHANE HERZOG

«Les habitants de ce pays sont plus sollicités à s'exprimer politiquement que partout ailleurs au monde», lance Nenad Stojanovic, politologue à l'Université de Genève. Il cite l'exemple de la Ville de Genève, où plus de 70 objets ont été soumis au peuple entre 2015 et 2018. Sans compter les six élections, fédérales, cantonales et communales. Par comparaison, la France vote radicalement moins. L'élection présidentielle et les législatives ont lieu une fois tous les 5 ans. «Pour les gens, il n'y a pas d'autre moment au niveau national pour exprimer leur mécontentement, ce qui se traduit par des manifestations comme celles des gilets jaunes», détaille Nenad Stojanovic. «Les électeurs de ce pays utilisent les élections européennes pour signifier leur opposition à des politiques nationales, ce qui est absurde», relève Lionel Marquis, responsable du Groupe de recherche sur les élections et la citoyenneté (GREC) à l'Université de Lausanne.

## Un taux d'abstention record

Le Suisse se prononce de façon irrégulière. Le vote sur l'adhésion à l'Espace économique européen en 1992 a recueilli 79 % de participation. Le référendum sur les épizooties, fin 2002, n'a obtenu que 25 %. La complexité des sujets soumis au peuple et le rythme soutenu des consultations contribuent à expliquer un vote irrégulier. «C'est l'un des taux les plus faibles au monde par rapport aux autres démocraties», précise Lionel Marquis. «Il varie entre 35 et 45 % et quand on se trouve entre 48 et 50 %, on considère que c'est un taux élevé, alors qu'en France, la participation aux dernières présidentielles, qui s'est éta-

blie à 77 % au premier tour a été considérée comme très basse.»

Qui s'exprime et qui ne s'exprime pas? «Un quart des Suisses vote à chaque fois, un cinquième ne vote jamais et le reste – soit 55 % – vote selon les cas», résume Stojanovic. Pour ce spécialiste de la participation politique, le score de 25 % de votes réguliers est bon et celui de 20 % pour les non-votants ne constitue pas une exception suisse. Quant au taux de 80 % de personnes s'exprimant en moyenne par le biais du vote, il le considère comme «très bon». Pour quels motifs des gens ne donnent-ils jamais leur avis? «Il y a au moins trois raisons différentes. La première est le désintérêt pour la politique. On trouve là des personnes qui mélangeant les sujets et qui ne connaissent pas ce domaine. Ils sont pareils à un lecteur de journal qui sauterait la rubrique sportive. Le deuxième motif est la frustration. Les personnes en question sont peut-être des chômeurs de longue durée. Ils sont déabusés. Enfin, il y a le refus de voter pour des raisons rationnelles. Dans ce cas, les individus jugent que leur vote ne changera rien au résultat.»



Lionel Marquis:  
un taux de participation bas, montrant  
que «l'insatisfaction  
n'est pas très grande»  
Photo m&d

«De très bons chiffres» pour Nenad Stojanovic: 80 % de la population vote chaque fois ou au moins parfois. Photo m&d

## Vote faible pour mécontentement faible

Le faible taux de participation n'alerte pas Lionel Marquis. «C'est le signe que le mécontentement de la population est faible. Les gens savent que pour les sujets importants, ils auront de nombreuses occasions de s'exprimer.» Le politologue relève une abstention massive de la part de jeunes, un phénomène international. «Aux élections fédérales de 2015, les 18–24 ans ont voté à 30 % et les 65–74 ans à 67 %. Cette situation biaise les résultats», regrette Marquis. Et Stojanovic rappelle: «Par le passé, dans les petites communes, les jeunes allaient voter avec leur famille. Mais cette adhésion au vote était contrainte socialement et orientait les votes.»

Un point noir? L'opacité du financement des partis et des campagnes. Pour Nenad Stojanovic, cette situation n'aurait pas un impact direct sur le taux de participation, mais sur la formation de l'opinion. «Les plus riches peuvent influencer une votation, mais ce n'est pas une garantie de gagner», conclut-il.

